

Questions orales

qu'il y a quelque temps le gouvernement a assuré qu'une loi serait présentée en vue de dispenser la secte des Mennonites des paiements obligatoires en vertu du Régime de pension du Canada, ce qui est contraire à leur religion, le ministre peut-il nous assurer que cette loi sera présentée à la présente session afin de mettre fin à cette menace à la liberté de religion?

L'hon. Robert Stanbury (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir de consulter mes collègues le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et le leader à la Chambre à ce sujet.

* * *

L'AGRICULTURE**LES MACHINES AGRICOLES—LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION BARBER—L'ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS**

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. En vue du fait que les coûts agricoles ont augmenté au cours des derniers mois, peut-il nous dire quelles mesures ont été prises par le gouvernement pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission Barber pour diminuer le coût des machines agricoles et de leurs réparations?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Aucune, jusqu'à maintenant, monsieur l'Orateur.

M. Nystrom: En vue de l'engagement pris par l'ancien ministre de l'Agriculture que le Canada importerait plus de machines agricoles d'autres pays, le ministre peut-il nous dire quelles mesures ont été prises jusqu'ici dans ce sens?

L'hon. M. Whelan: J'ai rencontré deux ambassadeurs d'autres pays qui essaient de nous faire montrer aux agriculteurs comment utiliser différentes sortes de machines. Nos agriculteurs ne sont pas liés par contrat quant à l'usage de n'importe quelle machine. Ils n'ont qu'à acheter celles qui sont disponibles.

LES PRIX DES MACHINES AGRICOLES—L'AUGMENTATION DE L'AIDE PRÉVUE PAR LA LOI SUR LES PRÊTS DESTINÉS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES

M. Norval Horner (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné le prix élevé des machines, le gouvernement envisage-t-il de porter au-delà des \$15,000 prévus par la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles le montant maximum des prêts consentis?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): J'ai eu ce matin des entretiens avec certains hauts fonctionnaires mais on n'avait encore pris aucune décision.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS**LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX VOLS NOLISÉS—L'ÉTUDE DU MINISTRE—LE RENVOI AU COMITÉ**

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. A-t-il eu l'occasion d'étudier les règlements proposés par la

[M. Beatty.]

Commission canadienne des transports relatifs aux affrètements avec réservation anticipée dont le résultat en fin de compte serait d'augmenter le prix que paieront les voyageurs et de rendre les arrangements bien plus difficiles. On a aussi avancé que les garanties relatives aux montants versés par les voyageurs seraient insuffisantes. Le ministre a-t-il eu l'occasion d'étudier la réglementation et peut-il faire rapport à la Chambre?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois m'être déjà efforcé de répondre à cette question. Les nouveaux règlements ont été publiés dans le numéro du 8 janvier de la Gazette du Canada. Ils sont entièrement nouveaux. Je voudrais, avant d'y apporter des modifications, qu'on étudie les résultats de leur application. En attendant, si le député a des cas d'abus à signaler, je les étudierai volontiers et chercherai quel remède on peut y apporter.

M. Mazankowski: Étant donné les instances présentées par de nombreux voyageurs à la Commission des transports et même, je crois, au ministre, celui-ci envisagerait-il de charger le comité permanent des transports et des communications d'étudier les règlements des transports aériens afin qu'on puisse convoquer comme témoins des voyageurs de tous les secteurs?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis, le député a formulé une instance et le ministre pourrait en tenir compte.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES**LE BILINGUISME—LE VERSEMENT DE LA PRIME AUX MEMBRES DU SERVICE DE PROTECTION**

[Français]

M. Gilles Caouette (Charlevoix): Monsieur le président, je désire poser une question au secrétaire d'État responsable des subventions fédérales relatives aux programmes de bilinguisme.

Le ministre peut-il nous dire s'il a l'intention d'accorder des subventions aux membres du service de protection de la Chambre des communes?

* * *

L'AGRICULTURE**BETTERAVE SUCRIÈRE—L'INTENTION DU GOUVERNEMENT QUANT À L'ÉTABLISSEMENT D'UN PRIX MINIMAL ET AU VERSEMENT DE SUBVENTIONS**

[Traduction]

M. William C. Frank (Middlesex): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au ministre de l'Agriculture. Le gouvernement a-t-il l'intention de fixer un prix minimum pour la tonne de betteraves sucrières en fonction des prix courants du sucre et, si tel est le cas, est-il disposé à soutenir ce prix en versant directement une subvention en espèces, s'il y a baisse des prix actuels du marché?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, notre programme actuel de stabilisation est encore en vigueur. Nous n'avons pas été tenus d'y recourir depuis deux ans. Tant que le prix mondial du sucre est compatible avec le programme, nous ne nous inquiétons guère de ses tendances ou de ses répercus-